

Prochaines formations de Lianes :

> **Samedi 28 septembre 2007 à Lille**
Élaborer un budget prévisionnel et rechercher des co-financements de 9h30 à 17h

> **Samedi 13 octobre 2007 à Lille**
Élaborer un micro-projet de coopération internationale avec le Sénégal de 9h30 à 17h

> **Un samedi d'octobre 2007 à Roubaix**
L'accompagnement des jeunes au retour d'une expérience de solidarité internationale

Mais aussi en région :

> **Du 17 juin au 8 juillet 2007, à Wambrechies**
Festival Afrique - Le premier festival "Afriques" de Wambrechies a pour thème "la femme et le sacré".
Parc et château de Robersart à Wambrechies. Programme complet sur www.ewarts.eu.

> **Du 22 au 30 juin 2007 à Hellemmes et Lille-Fives**
Senteurs, saveurs, d'ici et d'ailleurs
Karibou Africa vous convie à la 3^e édition du festival "Senteurs, saveurs, d'ici et d'ailleurs" : café, cacao, produits vivriers et artisanat.
Du 22 au 28 juin : Espace des Acacias, Hellemmes • du 26 au 30 juin : salle des fêtes de Lille-Fives - Rens : karibouafricasi@yahoo.fr

> **Mardi 26 juin 2007 à Lille**
Projection de West Beyrouth - Dans le cadre du Festival international du film indépendant, concert et projection de West Beyrouth de Ziad DOUEIRI (Liban, 1998 - 100').
Gratuit - En plein air, dans le Parc Matisse - Rens : www.aeronef-spectacles.com

> **Mercredi 27 juin à Lille**
Accompagner les initiatives économiques - Échange d'expériences organisée par Lianes coopération sur les outils de diagnostic des potentialités locales
À la MRES - 23 rue Gosselet, Lille - Contact : Margot DESBOURDES
Tél. 03 20 85 10 96

Partenaires financiers de Lianes coopération :



Bulletin d'information de Lianes coopération

Président : Luc DE RONNE • Directrice de publication : Laure AGODIO • Coordinatrice : Séverine PODEVIN • Ont participé à la réalisation de ce numéro : Laure AGODIO, Pascale CHOQUET, François DERISBOURG, Margot DESBOURDES, Ludovic DUREL, Clément PHILIP, Séverine PODEVIN, Thibault VANDROTH • Maquette : Titane, titanegraphic@free.fr • Imprimerie : La Monsoie, 5 av. Léon Blum 59371 Mons en Barœul • ISSN : 1630-2729

Maison régionale de l'environnement et des solidarités

23 rue Gosselet 59000 Lille - Tél/fax : 03 20 85 10 96 - lianescooperation@wanadoo.fr - www.lianescooperation.org

Les structures adhérentes à Lianes coopération

- ABN (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Accroche's toi (DUNKERQUE)
- Action fraternelle (SAINT POL SUR MER)
- ADNSEA - Réseau Rencontres (LILLE)
- AES (SAINT OMER)
- AFDI Nord - Pas de Calais (SAINT LAURENT BLANGY)
- AGIR abcd Nord - Pas de Calais (LILLE)
- Aider et connaître (FORT MARDYCK)
- AJC (SAINT AMAND LES EAUX)
- Amitié Partage avec Akono (VALENCIENNES)
- Angata-Lambertart (LAMBERSART)
- APJ Togo (BAILLEUL)
- ASDC (RONCQ)
- Asie Touquet Solidarité (LE TOUQUET PARIS PLAGE)
- Association d'aide aux enfants de la rue (ROUBAIX)
- Association de jumelage-coopération Roncq-Sélinkégnay (RONCQ)
- Association pour le développement de la fondation NORSYS (LILLE)
- Ayecama (RONCHIN)
- Cap humanitaire (LILLE)
- CCFD - Comité diocésain de Lille (LILLE)
- CEFIR (DUNKERQUE)
- Centre socioculturel Audrey Bartier (WIMEREUX)
- Colibri (DUNKERQUE)
- Collectif Tiers-monde de Fâches-Thumesnil (FACHES THUMESNIL)
- Collège Jean Zay de Lens - SEGPA (LENS)
- Comité Départ (GENECH)
- Communauté urbaine de Dunkerque (DUNKERQUE)
- Communauté urbaine de Lille Métropole (LILLE)
- Concordia - Relais Nord - Pas de Calais et Picardie (ROYE)
- Conseil régional Nord - Pas de Calais (LILLE)
- Consulat du Sénégal (LILLE)
- CORENS (LILLE)
- Coup de coeur pour le Burkina-Faso (PROVILLE)
- CRDTM (LILLE)
- Diapason (DUNKERQUE)
- Echoway Lille (LILLE)
- Écoliers du bout du monde (VALENCIENNES)
- ELANS (HALLUIN)
- Élevages sans frontières (WASQUEHAL)
- Espace éolien régional (LILLE)
- ESSOR Marcq en Barœul (MARCQ EN BAROEUL)
- Fédération régionale des maisons familiales rurales (AMIENS)
- France-Liban coopération (MONS EN BARCEUL)
- GREF Région Nord (LILLE)
- IDEAL (CAPINGHEM)
- Institut agricole d'Hazebrouck (HAZEBROUCK)
- ISF - Nord (VILLENEUVE D'ASCQ)
- ISLV (LILLE)
- Lambertsart Kaniv Ukraine (LAMBERSART)
- Le Partenariat (LILLE)
- L'écho du tam-tam (DUNKERQUE)
- Les écoliers du Gojam (MONT BERNANCHON)
- Loos N'Gourma (LOOS EN GOHELLE)
- Lycée professionnel Dinah Derycke (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Maison de la Polonia (HENIN BEAUMONT)
- Maison des Himalayas - 59 (BERTHEN)
- Malaki-Ma-Kongo France (BERCK)
- Marcq Madagascar (MARCQ EN BAROEUL)
- Mayacoœur (VILLENEUVE D'ASCQ)
- MCAS (HALLUIN)
- Misola (CALAIS)
- Mission locale Sambre Avesnois (MAUBEUGE)
- MJC de Saint Saulve (SAINT SAULVE)
- MJC d'Halluin (HALLUIN)
- MRJC Nord - Pas de Calais (ARRAS)
- NRG/Ethique (CALAIS)
- Partage enfance Mali (DAINVILLE)
- Petits frères d'Afrique (AVION)
- Raphaia (ROUBAIX)
- SCI Nord (LILLE)
- SENIC (DUNKERQUE)
- Service Echange Coopération (LILLE)
- Sidou "Seddoo" (DENAIN)
- Solibama (LILLE)
- Timoun d'Haïti (VILLENEUVE D'ASCQ)
- Tauscan (WATTRELOS)
- Un filleul pour Madagascar Grandir ensemble (DOUAI)
- Ville de CALAIS
- Ville de DUNKERQUE
- Ville de HALLUIN
- Ville de LE PORTEL
- Ville de LILLE
- Ville de LINSSELLES
- Ville de LOOS EN GOHELLE
- Ville de MAUBEUGE
- Ville de ROUBAIX
- VNMSF (MONS EN BAROEUL)

Lianes coopération, réseau d'appui à la Solidarité internationale en Nord - Pas de Calais, vous propose, toute l'année :

- un observatoire de l'actualité de la coopération décentralisée et de la Solidarité internationale en région et ailleurs
- des formations d'aide au montage de projet et à la recherche de financements
- un appui-conseil individualisé aux porteurs de projets de territoire à territoire ou d'envergure régionale
- une mise en synergie des compétences et des ressources en appui



Édito

En 2001, l'ONU replace le développement démocratique dans le contexte plus large du développement humain durable et de la jouissance de tous les droits de l'homme, y compris du droit au développement.

Plus récemment, la quatrième Conférence internationale invite à intégrer dans les programmes de développement la promotion et le renforcement du développement démocratique.

Si toutes les démocraties ont des points communs, il n'en existe pas de modèle unique, à caractère universel. Processus récent, fragile, multiforme, la démocratie n'est pas simple à associer aux projets de développement ou de coopération.

En tant que citoyen, il est nécessaire d'en réaffirmer l'importance, et d'apporter son soutien aux volontés politiques qui promeuvent une mondialisation citoyenne.

Concrètement, il s'agit entre autres, d'encourager toutes les formes d'échanges possibles avec les peuples des pays en voie de développement, d'apporter un appui aux plus faibles, d'encourager la participation des populations, de favoriser le développement local.

Les collectivités participent au développement de la démocratie par leur volonté d'adopter une politique de transparence, une méthodologie spécifique de partenariat. Vous trouverez dans ce bulletin des articles concernant l'accord de coopération entre la Région Nord - Pas de Calais et celle de Doukkala-Abda au Maroc, et l'appui institutionnel de Lille Métropole communauté urbaine à une Fédération de municipalités au Liban.

Bien que limités dans leur capacité d'action, les acteurs associatifs ne sont pas en reste sur ces préoccupations. Pour exemple, CEFIR à Dunkerque, contribue au développement de la coopération entre l'Europe et le Maghreb en organisant les 13^{es} rencontres euro méditerranéennes de Tiaret.

Tous ces projets, et bien d'autres, contribuent à la solidarité entre les peuples du monde.

Lianes coopération a pour fonction de témoigner de ce dynamisme régional, de développer des liens entre les acteurs, de susciter des projets qui vont dans le sens d'une coopération intelligente.

Luc DE RONNE, Président

Bulletin

N° 21 • 2^e trimestre 2007

La nouvelle plaquette de formations est parue

Lianes coopération met en place un nouveau programme de formations pour le deuxième semestre 2007. Si vous ne l'avez pas encore entre les mains, n'hésitez pas à nous la demander.

Campagne OXFAM : imposer n'est pas négocier !

Agissons pour des relations commerciales plus justes



En 2000, l'Europe a décidé de revoir ses relations commerciales avec les pays ACP -Afrique, Caraïbes et Pacifique- en négociant des accords de libre échange, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2008. Ce sont les APE -Accords de partenariat économique, justifiés par la nécessaire mise en conformité avec les règles de l'OMC -Organisation mondiale du commerce. Les impacts potentiels de tels accords s'annoncent dramatiques pour les pays ACP, puisque la mise en concurrence d'économies aussi inégales se fera forcément au détriment des plus pauvres ! Cette campagne invite les membres de l'Union Européenne à cesser d'utiliser l'aide au développement comme monnaie d'échange et à étudier d'urgence les possibilités d'alternatives aux APE.

En savoir plus : www.oxfamfrance.org

Adhérer à Lianes coopération, c'est aussi faire vivre le réseau et s'en donner les moyens.
Plus de 80 structures sont adhérentes, pourquoi pas vous ?

Sommaire

Édito	P. 1
Vie du réseau	P. 2-3
Assemblée Générale de Lianes	P. 2
Ça bouge dans le monde, et vous ?	P. 2
Colloque régional "Genre et Développement"	P. 3
Quinzaine culturelle africaine à Roubaix	P. 3
Actualité de la Solidarité internationale	P. 4-5
Coopération décentralisée et appui institutionnel	P. 4-5
Aide au projet	P. 6-7
Développement économique et Solidarité Internationale	P. 6
Fiche pratique : l'assiette subventionnable	P. 7
Agenda	P. 8

Brèves

Lianes coopération s'agrandit !

Depuis le 5 avril 2007, Lianes coopération a renforcé son équipe salariée avec l'arrivée de Séverine PODEVIN, sur un poste d'animatrice projets. Elle est notamment chargée de la communication et de l'actualisation de la base de données des acteurs de la Solidarité internationale en Nord - Pas de Calais.



Bienvenue Séverine !

Étude "eau et assainissement"

Lianes coopération a engagé, en partenariat avec pS-Eau-programme Solidarité Eau, l'Agence de l'Eau Artois Picardie, le Conseil régional, le Conseil général du Nord et Lille Métropole communauté urbaine, un recensement sur la coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'objectif est d'offrir une meilleure lisibilité des possibilités d'actions des acteurs du Nord - Pas de Calais. Une rencontre régionale est prévue le vendredi 30 novembre 2007 (Informations dans le prochain bulletin).

> Pour tout renseignement, contacter Thibault VANDROTH - Tél. 03 20 85 10 96 lianescooperation@wanadoo.fr

Assemblée générale de Lianes coopération



Rapport moral de l'année 2006

81 structures ont adhéré à Lianes coopération. Avec des réunions trimestrielles du Conseil d'administration et des réunions mensuelles de Bureau, les administrateurs se sont fortement investis dans le fonctionnement de l'association.

Animation de réseau

Sur le plan opérationnel, l'année a été marquée par l'organisation de la rencontre "Algérie", qui a rassemblé près de 130 personnes : 25 représentants de collectivités (Lille, Hem, Roubaix et Bouira, Tourcoing, Communauté urbaine de Dunkerque...), de nombreux acteurs associatifs ainsi que des représentants du Consulat d'Algérie, du ministère des Affaires étrangères et de l'Acse (ex-FASILD). D'autres rencontres se sont tenues comme la soirée sur le montage de projets de bibliothèque...

Appui-conseil aux porteurs de projets

Au-delà de l'appui-conseil individualisé, l'intervention de Lianes coopération s'oriente vers la participation à des tables rondes, jurys et comités de pilotage

de projets régionaux. Des efforts particuliers sont consentis à la capitalisation de notre expérience en aide au montage de projets. L'appui aux collectivités se recentre sur l'appui individualisé et la veille informative sur la coopération décentralisée.

Formations

Leur succès invite à la préparation de nouveaux modules, comme "l'élaboration d'un micro-projet de coopération avec le Sénégal", "la rédaction d'un dossier de demande de subvention" ou "l'accompagnement des jeunes au retour".

Observatoire de la Solidarité internationale

En réponse à un appel d'offre du Conseil régional Nord - Pas de Calais, nous avons actualisé le répertoire régional des acteurs, en ligne sur notre site internet www.lianescooperation.org. Ce dernier a été redynamisé, pour mieux présenter l'actualité de la Solidarité internationale dans la région et ailleurs.

Maillage des structures d'appui aux porteurs de projets

Le comité de pilotage a défini les bases de cet ambitieux projet, qui vise à rendre visible et à promouvoir l'appui aux porteurs de projets dans la région, à développer les compétences et à favoriser les synergies avec et entre les structures d'appui. Nous espérons engager l'étude opérationnelle en septembre.

Ça bouge dans le monde, et chez vous ?



Semaine de la solidarité internationale 2007 : appel à mobilisation

La 9^e édition de ce grand temps fort national et décentralisé aura lieu cette année du 17 au 25 novembre. Cette manifestation est l'occasion de mettre en avant les initiatives de Solidarité internationale et la diversité de l'engagement des acteurs, quels que soit les thématiques ou les pays concernés. Pour la 4^e année consécutive, Lianes coopération en est le coordinateur pour le Nord - Pas de Calais. L'an dernier vous avez été très actifs en organisant plus de 120 manifestations pour promouvoir la solidarité dans la région.

Une fois encore, mobilisons-nous pour témoigner de cet engagement !

Lianes coopération éditera pour l'occasion une plaquette de communication régionale. Si vous souhaitez que vos actions y figurent, envoyez nous les informations avant le 31 juillet. Pour cela contactez Séverine PODEVIN au 03 20 85 10 96 ou par mail lianescooperation@wanadoo.fr

À partir du mois de septembre vous pourrez également annoncer vos manifestations sur le site internet de la Semaine. Et n'oubliez pas le dispositif Coup de pouce, qui pourra apporter à vos animations un soutien allant jusqu'à 1000 euros ; les manifestations organisées en collectif seront privilégiées.

> Plus d'info : www.lasemaine.org

Colloque régional "Genre et développement"

Le colloque régional "Genre et Développement" s'est déroulé les 30 et 31 mars 2007 à la MEP -Maison de l'éducation permanente- à Lille. Il est le résultat du travail effectué par un comité de pilotage composé de plusieurs associations de solidarité internationale, animé par le CRDTM -Centre régional de documentation et d'information pour le développement et la solidarité internationale- depuis un an.

Ce colloque a été l'occasion de dresser un bilan des inégalités entre les hommes et les femmes qui persistent aujourd'hui dans le monde et qui pèsent sur le développement des sociétés. Il a aussi permis une présentation des outils développés au Sud comme au Nord, pour travailler à la construction d'un monde plus juste et plus humain.

Cet événement a réuni de façon inédite des acteurs de la solidarité internationale et des droits des femmes, universitaires et militants, autour de tables rondes et d'ateliers de réflexion. Parmi les partenaires invitées : Maïmouna DJERMAKOVE, présidente de l'ONG "Douhani" au Niger, Awa FALL DIOP, responsable de l'ORGES -Observatoire des relations de genre dans l'éducation au Sénégal, Zahra ZAOU, présidente de l'association de développement local "Oujda Ain Ghazal 2000" et Fatima OULAD SAID du RADEV au Maroc, Houzan MAHMOUD de l'OLFI

-Organisation pour la liberté des femmes en Irak, ou encore Margarita Pisano, fondatrice du "mouvement rebelle d'en dehors" au Chili.

Du côté des intervenants du Nord, des spécialistes de la question comme Françoise Gaspard, experte auprès de l'ONU pour les luttes contre les discriminations envers les femmes, Marie-Lise SEMBLAT présidente d'ASTER-International, Sophie CHARLIER, présidente de l'ONG belge "Le Monde selon les femmes" et bien d'autres encore, étaient rassemblées autour d'Elisabeth HOFMANN, coordinatrice du réseau francophone "Genre en action", qui avait accepté de modérer les tables-rondes.

Le CRDTM et les associations partenaires de l'événement ont de quoi être fiers : des interventions de qualité, des échanges constructifs, des expositions instructives mais aussi des moments plus ludiques, avec notamment la participation de la troupe de théâtre-forum "En Vie". Un beau cocktail permettant la réussite de ce colloque, et qui aura fait naître une dynamique de partenariat entre plusieurs structures. Nul doute qu'il y aura des retombées, et le comité de pilotage réfléchit déjà à ce qui sera fait demain dans la région pour poursuivre le travail entamé.

> Pour en savoir plus sur le colloque régional "Genre et Développement" organisé par le CRDTM, visitez le site web : www.colloquegenre.org

Quinzaine culturelle africaine à Roubaix



La tradition du Sabar : les femmes prennent possession de la scène pour laisser s'exprimer leur corps sur des rythmes africains

Depuis maintenant 9 ans, l'association C.R.A.O -Communauté des ressortissants d'Afrique de l'ouest, propose en avril un événement de première importance dans la ville de Roubaix : la quinzaine culturelle.

Ce rendez-vous mêle le culturel, l'échange de connaissances et le festif. À travers une programmation variée, la C.R.A.O a toujours affiché un objectif d'ouverture à l'autre et un désir de changement de regard sur l'autre pour une meilleure compréhension et une meilleure tolérance. Dans cette ville de Roubaix, très cosmopolite, le mélange harmonieux des différentes communautés est une volonté de l'ensemble des acteurs. Cette année, le devoir de mémoire, la lutte contre les violences faites aux femmes, les rapports Nord/Sud et la lutte contre les discriminations étaient au centre de la programmation.

> Contact : La CRAO - 20 rue de Lille, 59100 Roubaix Tél. 03 20 73 72 83 - Email : asso.crao@wanadoo.fr Site internet : <http://crao.asso.fr>

Brèves

Voyage en Haïti : témoignage

Partie en tant que volontaire avec l'association Timoun d'Haïti, une maman adoptive de deux enfants haïtiens apporte un regard neuf mais tout à fait pertinent sur la solidarité internationale : "Il me semble de plus en plus évident qu'œuvrer dans l'humanitaire nécessite un réel échange avec des partenaires locaux, sinon, le risque est à la fois de déconsidérer les populations locales, mais également de passer à côté de réels besoins. Se rendre régulièrement sur le terrain est le gage de la poursuite de projets qui sont en adéquation avec les besoins des populations que nous souhaitons aider, dans la mesure de nos modestes moyens..."

> Contact : Timoun d'Haïti - 136 rue du Printemps, 59650 Villeneuve d'Ascq Tél. 03 20 91 62 95 Email : timoun-haiti@wanadoo.fr Site web : www.timoun-haiti.asso.fr

Diapason > Madagascar



L'association Dunkerquoise "Diapason" a accompagné des jeunes dans leur démarche de projet. Ainsi 5 élèves infirmiers de l'institut de Dunkerque sont partis à Madagascar pour réaliser leur stage. Une expérience pleine de découvertes enrichissantes et formatrices pour chacun.

> Contact : Diapason - Maison de la Vie Associative - 77 rue de Soubise, 59140 Dunkerque - Email : diapason.dk@wanadoo.fr

Brèves

Coopération entre le Nord - Pas de Calais et le Maroc

Dans le cadre de l'accord de coopération entre la Région et Doukkala-Abda au Maroc, et plus précisément en vue de la mise en œuvre de la convention opérationnelle "santé" signée entre les deux régions le 10 novembre 2006, une délégation présidée par la vice-présidente Ginette VERBRUGGHE s'est rendue à Safi du 14 au 18 avril 2007. Il s'agissait notamment de rendre opérationnels les partenariats pressentis entre les hôpitaux de Safi et de Montreuil-sur-mer d'une part, et ceux d'El Jadida et de Maubeuge d'autre part.

> La convention "Santé" est disponible sur : www.nordpasdecalsais.fr/international/intro.asp (rubrique Coopérations Internationales > Maroc)

Le CEFIR rencontre l'Algérie

Depuis sa création en 1975, le CEFIR -Centre d'éducation et de formation interculturel rencontre- contribue au développement de la coopération entre l'Europe et le Maghreb. C'est avec la volonté forte de tisser des liens avec l'Algérie, que le CEFIR a organisé les 13^{es} rencontres euro-méditerranéennes de Tiaret, en partenariat avec plusieurs associations locales, sur le thème du développement local et du tourisme rural. Ces rencontres se sont tenues du 19 au 21 mai à Tiaret dans la région de Sersou en Algérie.

> Plus d'info sur www.cefir.fr

L'appui institutionnel, nouvelle priorité de la coopération décentralisée

Dans sa conception française, la coopération décentralisée s'entend comme la stricte coopération de collectivité locale à collectivité locale. On peut dès lors poser que la coopération décentralisée constitue une forme d'appui institutionnel, dans la mesure où elle implique, de la part de la collectivité française, une reconnaissance de la collectivité étrangère comme homologue, dans une relation d'égalité entre entités disposant d'un statut identique. En considérant cette dernière comme partenaire pour mettre en œuvre des projets de coopération et de développement, la collectivité française reconnaît son partenaire comme interlocuteur légitime. Dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée, la mobilisation de tout ou partie des compétences de la collectivité du Sud participe au renforcement de ses propres capacités. Mais une collectivité engagée dans un partenariat de coopération décentralisée fait-elle pour autant systématiquement de l'appui institutionnel ?

Finalités et objectifs de l'appui institutionnel en coopération décentralisée

Il convient avant tout de noter que nombre de partenariats de coopération décentralisée s'inscrivent dans une volonté politique générale qui comprend, de manière non-exhaustive, l'encouragement de la démocratie et de l'autonomie locale, la promotion d'une mondialisation citoyenne... Ces valeurs sont explicitement rappelées dans la plupart des conventions de partenariat de coopération décentralisée. En tant que valeurs inhérentes à la coopération décentralisée, elles se retrouvent, en tant que fondement et préalable, dans tout projet d'appui institutionnel (formation des élus, assistance technique dans la mise en place de l'état civil, séminaire sur l'organisation des services des collectivités...).

Une méthode partenariale de montage de projet

Cependant, l'appui institutionnel ne sera véritablement effectif et efficace que s'il s'inscrit dans une méthodologie spécifique, la dialectique de la maîtrise d'ouvrage. Cette démarche est conforme à la méthode de travail "idéal - typique" de la coopération décentralisée, qui repose notamment sur l'affirmation d'un principe méthodologique fort, à savoir celui du partenariat. Le projet d'appui institutionnel devra veiller à respecter cette logique partenariale de façon à faire évoluer le projet de concert entre les collectivités partenaires.

L'étude des conventions-cadres de partenariat doit s'intéresser à plusieurs aspects concernant la mise en œuvre du projet. À titre d'exemple, on retiendra :

- l'historique du projet, sa raison d'être, les objectifs annoncés, les impacts attendus
- le montage du projet : les acteurs mobilisés au Nord/au Sud, la répartition des rôles, l'examen de la forme de l'organisation générale
- la maîtrise d'ouvrage, la co-maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage déléguée/la maîtrise d'œuvre, la responsabilité de chacun, la gestion des fonds, le transfert des fonds
- le suivi du projet : la détermination de l'implication de chacun et du mode de communication
- l'évaluation, l'implication des partenaires
- la prise en compte des différents contextes linguistiques et culturels

Un cadre théorique qui doit demeurer souple...

Selon les considérations sus énoncées, l'appui institutionnel répond à des critères bien spécifiques. Néanmoins, chaque projet d'appui institutionnel mérite d'être étudié au cas par cas pour en évaluer les différents impacts. Ainsi l'appui à la structuration d'une association de collectivités locales peut-être considérée comme une forme d'appui institutionnel : sans poursuivre un objectif de renforcement de l'administration publique et d'institution publique, un tel projet y participe indirectement. De façon plus élargie, dans un contexte d'équilibre entre instances représentatives et instances participatives, un projet d'appui à une association auprès du pays partenaire, en tant que contribution à l'organisation de l'espace public, participe à une logique d'appui institutionnel. En revanche, si cet équilibre est inexistant et que le projet ne prévoit pas de collaboration avec le pouvoir public local élu, le projet d'appui institutionnel peut, d'une certaine façon, aller à l'encontre de ces objectifs initiaux et fragiliser la collectivité face à d'autres acteurs de l'espace public.

Des questions restent cependant en suspens : Qu'en est-il des projets d'appui institutionnel dans les pays au sein desquels la décentralisation n'est qu'embryonnaire et/ou le pays ne fonctionne pas démocratiquement ? L'appui institutionnel contribue alors à renforcer des institutions dont l'objectif ne s'inscrit pas dans une logique de renforcement de la démocratie...

Extrait d'un article publié par Cités-Unies France

L'appui institutionnel par Lille Métropole

Les processus de décentralisation sont partout à l'œuvre, réaffirmant l'importance des gouvernements locaux dans la gestion des affaires locales. Mais les collectivités locales, en premier lieu les communes, sont limitées dans leur capacité à prendre en main des compétences transférées, souvent sans préparation, par les États. Manque de moyens humains qualifiés, techniques ou politiques, inorganisation des administrations locales, manque d'autonomie financière : voilà quelques-unes des difficultés qui brident les initiatives locales dans la gestion des services publics, pour une meilleure planification urbaine, dans la réalisation des aménagements et des équipements nécessaires aux populations.

Portée par l'engagement de son président pour un approfondissement et une généralisation de la décentralisation, Lille Métropole met l'appui institutionnel au centre de ses partenariats, dans les différents domaines de compétence dont elle a fait ses pôles d'excellence. Son objectif est de renforcer la maîtrise d'ouvrage communale : capacité à planifier et à programmer, capacité à coordonner les opérateurs intervenants sur son territoire, capacité à déléguer certaines prestations, capacité à suivre et à contrôler les prestataires, capacités à mobiliser des re-sources financières...

Pour cela, Lille Métropole élabore et contractualise, avec ses partenaires, des schémas d'acteurs qui placent la collectivité partenaire en position de maître d'ouvrage, décideur et responsable au sein d'un comité de pilotage. Même si parfois, pour des raisons pratiques, les flux financiers ne transitent pas par elle.



Échange de savoir-faire entre Lille Métropole et son homologue libanais
Photo : Lille Métropole

Pour lui permettre de jouer son rôle, Lille Métropole privilégie, dans sa méthodologie d'intervention, la production conjointe d'outils d'aide à la décision. C'est le cas par exemple au Liban, dans la Fédération des municipalités du Chouf-Es-Souayjani, avec la production d'un schéma directeur d'assainissement qui a conduit les élus à décider la construction de 3 stations d'épuration. C'est le cas également à Saint-Louis du Sénégal où l'inventaire du patrimoine constitue aujourd'hui la base de l'ensemble des documents réglementaires produits pour la sauvegarde du patrimoine de cette ville.

Lille Métropole appuie également la création, et la formation des personnels, d'agences de développement local. Ces agences techniques opérationnelles au service des communes ont un rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée (mobilisation et contrôle des opérateurs), de conseil, d'aide à la décision. Elles préfigurent ou renforcent ainsi les services techniques des collectivités.

Enfin, Lille Métropole insiste sur les aspects démonstratifs et répliquables des actions mises en œuvre, tenant compte des contextes particuliers de décentralisation des pays d'intervention.

> Contact : Ludovic DUREL - ldurel@cudl-lille.fr

Boîtes aux lettres !!! NPAI !!!

N'habite plus à l'adresse indiquée

Le siège de votre association est établi à votre domicile ? Vous avez changé d'adresse ? Pensez à faire le nécessaire

pour que le facteur ne nous retourne pas notre envoi avec la mention "NPAI" -N'habite plus à l'adresse indiquée- !

Brèves

Prix de la coopération internationale 2007 - HCCI

À l'occasion de la prochaine Semaine de la solidarité internationale, le Haut conseil de la coopération internationale décernera pour la huitième fois ses prix de la coopération internationale : un prix "des collectivités territoriales" sera décerné à un projet mis en œuvre par une collectivité territoriale française travaillant en partenariat avec une collectivité territoriale d'un pays en développement.

En savoir plus : www.hcci.gouv.fr

Les dossiers doivent être envoyés au plus tard le 16 juillet 2007 inclus.

MAE et coopération décentralisée : priorité à l'appui institutionnel

Le ministère des Affaires étrangères finance désormais en priorité les coopérations axées sur la thématique du soutien aux collectivités territoriales des pays éligibles en matière d'appui institutionnel, d'appui à la décentralisation, de gouvernance locale, d'appui à la mise en place de services publics de base, de formation des cadres et des élus, d'assistance à la maîtrise d'ouvrage locale.

Dans cette thématique deux secteurs seront privilégiés : - l'appui institutionnel à destination des centres urbains

- l'appui institutionnel dans le domaine du développement rural, en particulier le tourisme solidaire

> Plus d'info sur www.diplomatie.gouv.fr

Brèves

Projet 2007 de Made for Asia : le micro-crédit en Inde !

L'association Made for Asia s'attèle déjà à son nouveau projet... Pour la 4^e édition de Mixitee 3000, qui verra le jour à la fin de l'année 2007 à la Maison folie de Wazemmes, l'association Made for Asia a choisi de défendre le micro-crédit en dédiant son évènement à l'association Santha, Roubaix. Santha - du nom de la première femme indienne qu'elle a aidée à Madras - est une association composée de 10 membres dont 3 en Inde depuis 2001. Cette structure propose de micro-crédits aux intouchables des régions de Vayahoor et de madras dans le sud de l'Inde pour leur permettre de créer une activité génératrice de revenus et ainsi les faire sortir de la pauvreté...

À lire, à voir

Répertoire national 2007

L'édition 2007 du répertoire des acteurs français de la solidarité internationale, réalisé par l'association Ritimo, vient d'être publiée par la Commission coopération et développement.

Il présente les organisations actives dans la coopération au développement et la solidarité internationale. Au sommaire : un annuaire des 336 grandes associations françaises, une présentation des principaux collectifs, un récapitulatif des administrations et instances représentatives, et une liste des formations.

> L'annuaire est disponible auprès du CRDTM - 23 rue Gosselet à Lille (10€ sur place, 13€ par envoi postal) ou consultable en ligne sur www.ritimo.org

Développement économique et Solidarité internationale

"Ton haut de bilan est trop faible"

S'il n'y a pas de développement sans paix, sans éducation, sans démocratie, il n'y a pas non plus de développement sans fonds propres, autrement dit sans réserves ou capitaux.

"Des capitaux : osons le mot !" s'est exclamé Jean QUEMERE, délégué général de la CRES* -Chambre régionale de l'économie sociale- basée à Lille, à qui Lianes coopération avait demandé de venir parler d'économie lors de l'Assemblée générale...

Les entreprises ne peuvent pas se développer sans capitaux, les structures associatives non plus, pas plus qu'un pays, ou que nos partenaires à l'étranger. Car si le développement économique est l'art de créer des richesses, au service du développement humain, nos associations sont bien des acteurs économiques.

Or les enjeux du développement économiques sont importants, en terme de maintien des populations sur place, notamment des jeunes, prêts à tout pour obtenir des conditions de vie plus satisfaisantes. L'économie est donc un pilier du développement, que ce soit au niveau local, régional ou national.

Un projet économique n'est pas rentable dès son lancement, il lui faut un certain temps avant d'atteindre son seuil de rentabilité. En attendant, il lui faut des capitaux pour fonctionner et ensuite se développer.

Avons-nous une culture de l'économie suffisante ?

Si les acteurs de la Solidarité internationale sont nombreux à s'opposer à la "mise sous perfusion" de leurs partenaires, nous devons nous donner les moyens de renforcer leurs capacités financières. Par un apprentissage des principes économiques de base, ou par un rapprochement avec des compétences économiques près de chez nous, notamment dans le Nord - Pas de Calais, qui a fait figure de précurseur en matière d'économie solidaire en France. L'étude récemment engagée par Lianes coopération va dans ce sens.

Le groupe de travail composé des adhérents intéressés par le sujet a décidé

Si l'on veut la réussite d'un projet, il faut donc apprendre à lire un "haut de bilan", la partie du bilan comptable réservée aux fonds propres de la structure.

Ainsi l'association de jumelage Lafi-Bémé (entre Bousbecque et Zorgho au Burkina Faso), dont M. QUEMERE est membre, a été sollicitée par une association de femmes de Zorgho pour le financement d'un projet économique. La réflexion sur les moyens d'aider l'association à acquérir un petit capital lui permettant de mener à terme d'autres projets a conduit Lafi-Bémé à se lancer dans le micro-crédit : par un report en crédit, une aide au calcul du risque, une formation à la gestion, à la technique du taux d'intérêt et à la technique de remboursement... le tout cadré par un dispositif tripartite incluant l'association entrepreneuriale, le comité de jumelage de Zorgho et la puissance publique. Au bout de 3 années, ce dispositif est autonome, il a permis d'octroyer une centaine de crédits et aujourd'hui, c'est l'association des jeunes du village qui souhaite en bénéficier.

Encore un exemple réussi de projet reposant sur une dynamique sociale et sur une volonté politique de partenaires, permettant de mobiliser des capitaux.

* La CRES regroupe les fédérations régionales de l'économie sociale : associations, coopératives, mutuelles et fondations. Elle vise à promouvoir un mode d'entreprendre différent du mode capitaliste, basé sur la forme de projets humains partagés.

d'axer l'étude sur les thèmes suivants : les outils de diagnostic des potentialités économiques locales et les outils d'accompagnement des initiatives économiques, ici et là-bas.

Ces deux thèmes donneront lieu à deux rencontres d'échanges d'expérience durant la deuxième quinzaine de juin. Un prolongement de l'étude est possible, puisque Lianes coopération envisage d'organiser une 3^e rencontre sur ce thème, au second semestre 2007.

> Pour tout renseignement ou pour nous faire part de vos idées, vous pouvez écrire à Margot DESBOURDES, stagiaire à Lianes coopération et étudiante en Master II Conduite de projets de développement territorial à l'Université de Grenoble : lianescooperation@wanadoo.fr

C'est du jargon... ! Qu'est-ce que l'assiette subventionnable ?

En économie, une assiette est la base de calcul d'une cotisation ou d'un impôt.

L'assiette subventionnable (ou : la dépense subventionnable) est le montant des dépenses retenues pour le calcul d'une subvention, auquel s'applique un taux de participation particulier.

En effet, toutes les dépenses liées à un projet ne sont pas toujours prises en compte par le financeur. Dans le cas d'un micro-projet de Solidarité internationale, certaines dépenses sont souvent exclues de l'assiette : les frais de mission exploratoire, d'étude ou de recherche, les contributions "valorisées" ne donnant pas lieu à une dépense réelle...

L'assiette subventionnable peut être plafonnée à un montant (ex : maximum 10 000 €), et/ou le taux de participation d'un concours peut être plafonné (ex : maximum 50% de l'assiette subventionnable).

Exemple pour une association qui sollicite une subvention au Conseil régional Nord - Pas de Calais au titre du Fonds SISA, pour lequel "le taux de participation du Conseil régional ne peut excéder 33% de la dépense subventionnable" :

Dépenses €		Recettes €	
Dépenses d'investissement	6 100	Fonds privés	2 900
Matériaux de construction du bâtiment	2 600	Association des femmes du village	400
Rémunération des ouvriers	1 100	Activités d'autofinancement	2 000
Acquisition du moulin à mil	2 400	Rotary Club de ...	500
Groupe électrogène*	700		
Dépenses de fonctionnement	5 100	Fonds publics	8 300
Mission exploratoire : étude de faisabilité	1 800	Ville de ...	1 500
Transport Paris-Lomé A/R	2 000	Conseil général de ...	3 400
Transports sur place	300	Conseil régional /SISA	3 400
Restauration	400		
Formation à la gestion & à la maintenance	600		
Dépenses valorisées	100	Recettes valorisées	100
Hébergement chez les villageois	100	Comité villageois	100
Total des dépenses	11 300	Total des recettes	11 300

1. Déterminez l'assiette subventionnable par le Conseil régional Nord-Pas de Calais

Réponse 1 :

Assiette subventionnable = 2 600 + 1 100 + 2 400 + 700 + 2 000 + 300 + 400 + 600 = 9 400€

Car dépenses non retenues = 1 800€ (étude) + 100 (dépense valorisée) = 1 900€

2. Ce budget est-il correct ?

Réponse 2 :

Le taux de participation du Conseil régional ne peut excéder 33% de la dépense subventionnable. Or $33\% \times 9\,400 = 3\,102 \text{ €}$: la subvention demandée ne peut donc excéder 3 102 € $3\,400 \text{ €} > 3\,102 \text{ €}$: il faut donc revoir le budget et rechercher d'autres cofinancements pour 298 € ($3\,400 - 3\,102 \text{ €}$)

* On ne jugera pas cette énergie non renouvelable pour l'exercice !

Brèves

Le SISA : "Solidaire ici, solidaire ailleurs"

Ce fonds régional de soutien à la coopération internationale permet d'aider la réalisation de projets "ailleurs" tout en favorisant l'expression de la solidarité "ici". Il est ouvert aux acteurs institutionnels et associatifs du Nord - Pas de Calais.

> Date limite de dépôt des dossiers pour la prochaine session : 27 septembre 2007
Contact au Conseil régional : Isabelle HAAS
Tél. 03 28 82 77 10 - i.haas@nordpasdecalais.fr

"Devenons citoyens de la planète"

Ce dispositif lancé par le Conseil régional vise à soutenir les projets collectifs de jeunes (16-25 ans) à l'étranger dans le cadre de la Solidarité internationale.

Actions à réaliser sur le terrain de janvier à mai 2008 inclus

> Date limite de dépôt des dossiers : 20 septembre 2007
Contact en Région : Christine VANHOUTTE
Tél. 03 28 82 77 33

MAAIONG : priorité à l'assainissement

La MAAIONG -Mission d'appui à l'action internationale des ONG de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement du Ministère des Affaires étrangères, a retenu l'assainissement comme priorité sectorielle dès 2007. À cette fin, la MAAIONG lance un appel à initiatives en direction des ONG françaises. La MAAIONG consacrera une enveloppe de 6 M€ sur 3 à 4 ans (2007-2010).

> La prochaine phase de réception de dossiers sera ouverte entre le 15 novembre 2007 et le 15 janvier 2008.